

# Free devrait être candidat à la 4e licence 3G

Qui sera candidat à la quatrième licence 3G ? A moins de quatre semaines du dépôt des dossiers de candidatures auprès du régulateur, la question reste toujours aussi brûlante. En effet, les candidats, en tout cas ceux qui ont officiellement montré un intérêt, ne se bousculent pas au portillon.

Seul Noos-Numericable et Iliad (Free) ont déclaré qu'ils déposeraient un dossier. Mais depuis, Free a régulièrement soufflé le chaud et le froid. L'opérateur souligne depuis plusieurs mois que « *des aménagements sont à mettre en place pour assurer la viabilité d'un nouvel entrant et ainsi favoriser le développement de la concurrence sur le marché du mobile dans l'intérêt des consommateurs* ».

Les déclarations du précédent gouvernement n'ont pas rassuré le groupe. François Loos, l'ancien ministre délégué à l'Industrie s'était montré inflexible au nom de « *l'égalité de traitement inscrite dans la loi* ».

« *Le prix de la licence a été fixé par la loi en 2001. Ce prix est le même pour tous les opérateurs. La loi est la même pour tous, elle ne s'aménage pas, elle ne se négocie pas. Nous devons respecter l'équité avec les trois autres opérateurs.* »

Le ticket d'entrée sera donc très lourd. Le prix de la licence sera donc le même que celui payé par BouyguesTelecom, Orange et SFR à la fin des années 90, soit très exactement **619.209.795,27 euros**.

Les opérateurs devront également reverser 1% du chiffre d'affaires annuel généré par cette technologie.

Outre la licence, le déploiement du réseau coûterait au bas mot **3 milliards d'euros**.

Face au refus du gouvernement, on a bien crû qu'Iliad jetterait l'éponge, comme Neuf Cegetel. En mars dernier, l'opérateur soulignait que « *Iliad a décidé de ne pas répondre sauf si le prix est revu à la baisse, s'il est étalé dans le temps ou si nous trouvons un partenaire suffisamment crédible et fort* ».

Finalement, Olivier Rosenfeld, directeur financier du groupe, vient de confirmer que Free se porterait candidat.

« *Nous n'avons pas trouvé de partenaire crédible. Mais il se peut que Free soumette seul une offre avec des conditions très strictes. Tactiquement, il est peut-être plus intéressant de déposer une offre que de ne pas le faire* », a-t-il déclaré lors du forum Economie Telecoms organisé par les Echos.

Bref, la candidature reste conditionnée (baisse de prix et étalement) et Iliad compte sur les négociations avec le nouveau gouvernement pour se lancer. Reste à savoir si la nouvelle ministre de l'Economie, Christine Lagarde, acceptera d'assouplir les règles du jeu. Si tel est le cas, Orange, SFR et BouyguesTelecom risquent de très mal le prendre.